

Entretien avec le Premier ministre du Japon, Shinzo Abe

Des «relations stratégiques mutuellement bénéfiques»

Le Japon face au Luxembourg, à l'Union européenne, la COP21 et la Chine

INTERVIEW: GASTON CARRÉ

Le Premier ministre du Japon, Shinzo Abe, sera aujourd'hui au Grand-Duché, sur invitation de son homologue luxembourgeois Xavier Bettel. Shinzo Abe a répondu, en exclusivité, aux questions du «Luxemburger Wort» en préambule à sa visite.

■ **Monsieur le Premier ministre, quel est l'état actuel des relations entre le Japon et le Luxembourg?**

Cela fait longtemps que j'ai été convié au Luxembourg par le Premier ministre Xavier Bettel et je suis très heureux de pouvoir donner une suite favorable à cette invitation aujourd'hui. Je me réjouis de l'excellence des relations bilatérales entre nos deux pays, consolidées par les liens intimes qu'entretiennent la famille impériale et la famille grand-ducale, qui expliquent le fait que le peuple japonais se sente proche du Luxembourg. Les relations économiques entre le Japon et le Luxembourg continuent à progresser. Lors de la visite de Xavier Bettel au Japon en juillet dernier, nous avons publié un communiqué conjoint sur les relations économiques entre nos deux pays. Au mois d'octobre, et faisant suite à cette déclaration, une visite de la Keidanren, Fédération des organisations économiques japonaises, a eu lieu au Luxembourg. Je voudrais profiter de ma visite pour renforcer encore ces relations.

■ **Votre visite intervient alors que débute la COP21 à Paris. Quel sera la contribution du Japon au grand sommet sur le climat?**

Le Japon continuera à coopérer avec le Luxembourg, qui préside actuellement le Conseil de l'Union européenne, afin de trouver des réponses à différentes questions d'ordre international. Ma visite fait directement suite à la COP21 au cours de laquelle le Japon a souligné son intention d'activer sa contribution à une négociation en faveur de l'adoption d'un cadre équitable et effectif auquel tous les pays s'engageront à participer. Le Japon continuera donc à collaborer étroitement avec le Conseil de l'UE dans sa lutte contre le réchauffement climatique qui est un agenda commun de la communauté internationale.

■ **La stratégie économique qui porte votre nom («Abenomics») est fondée sur une relance de la politique budgétaire, une relance de la politique monétaire et un certain nombre de réformes structurelles. Cette stratégie a-t-elle fourni la preuve de son efficacité, alors qu'une nouvelle récession guette?**

Je voudrais que l'on considère à sa juste valeur la tendance qui se dessine depuis mon élection il y a trois ans. Grâce aux «Abenomics», l'ambiance a changé et le Japon est

proche de sortir de la déflation dans laquelle il est plongé depuis 15 ans. Notre PIB nominal s'est accru de 28.000 milliards de Yen pour atteindre plus de 500.000 milliards de Yen, et plus d'1,1 million d'emplois ont été créés. Le rapport entre le nombre d'offres et celui des demandeurs d'emploi a atteint son plus haut niveau en 23 ans. Certaines entreprises ont par ailleurs dégagé des bénéfices record. La stratégie de croissance progresse de manière constante, via un accord de principe du PTP (Partenariat transpacifique), la gouvernance d'entreprise, la promotion des femmes, la réforme des coopératives agricoles, des soins de santé ou des systèmes d'approvisionnement électrique.

« PTP: une nouvelle règle économique à la hauteur du XXI^e siècle.»

Shinzo Abe

Le PIB réel du troisième trimestre de cette année a subi une croissance négative. Cependant, il ressort d'une analyse approfondie des indices que le plus grand facteur mis en cause était la diminution du stock de véhicules. Une réduction du stock engendre une baisse du PIB mais constitue en même temps un bon présage pour le futur. L'augmentation des salaires en termes réels entraîne une consommation positive. Considérant cette tendance de reprise modérée, le gouvernement continue à soutenir fermement l'économie japonaise. Les Abenomics en sont à leur seconde étape dont l'objectif est d'établir une société favorisant «l'engagement dynamique de tous les citoyens», où le problème d'une population vieillissante couplée à une natalité basse soit résolu et où tout un chacun, qu'il soit âgé ou jeune, femme ou homme, malade ou handicapé puisse aller de l'avant et être actif.

■ **Qu'attendez-vous des accords de partenariat avec l'Union européenne d'une part, avec les Etats-Unis d'autre part?**

Alors que l'économie mondiale reste instable, l'accord de principe sur le Partenariat transpacifique PTP envoie un message extrêmement positif établissant une nouvelle règle économique à la hauteur du XXI^e siècle et par la même occasion une vaste «zone économique unique» regroupant 800 millions de personnes et représentant environ 40 % de l'économie mondiale. Ceci promet une concurrence libre et juste tout en poussant à l'innovation et offrant la possibilité d'atteindre de hautes valeurs économiques dans la zone. Le PTP est un pilier de la straté-

gie de croissance des Abenomics.

L'accord de partenariat économique Japon-UE (APE) n'est pas seulement un des piliers de la stratégie de croissance économique japonaise mais deviendra également une force motrice de la croissance économique de l'UE. Le fait que les trois parties – à savoir le Japon, l'Union européenne et les Etats-Unis – parviennent simultanément à approfondir leurs relations économiques à travers la mise en œuvre de trois accords est stratégiquement important pour des partenaires comme le Japon et l'Union européenne qui partagent des valeurs fondamentales communes. Tout en tenant compte des impératifs de temps et de qualité, les dirigeants du Japon et de l'UE ont réaffirmé qu'ils s'efforceraient de parvenir à un accord exhaustif et de haut niveau sur l'APE. Nous nous sommes mis d'accord en novembre dernier sur le fait qu'en faisant un maximum d'efforts pour parvenir à un agrément sur tous les points majeurs au cours de cette année, nous concrétiserons cet accord le plus rapidement possible l'année prochaine. Nous poursuivons donc nos efforts afin de rapidement conclure l'accord de partenariat économique Japon-UE et en faire partager les bénéfices aux populations du Luxembourg et de l'Union européenne.

■ **Depuis l'adoption de votre réforme militaire le 17 septembre dernier la Constitution n'est plus véritablement pacifiste, le Japon pouvant désormais participer à des opérations militaires extérieures en soutien à d'autres pays lorsque l'intérêt national est jugé menacé. Vos partisans parlent de «pacifisme actif», mais vos détracteurs dénoncent une forme de «nationalisme».**

L'objectif de la nouvelle Législation pour la Paix et la Sécurité et de la «politique de contribution proactive à la paix», fondée sur le principe de coopération internationale, est de contribuer davantage à la paix et à la stabilité. Lors de mes visites à l'étranger et celles de dirigeants étrangers au Japon, j'ai expliqué cette position à mes interlocuteurs avec beaucoup de soin. Les Etats-Unis, l'Europe, l'Australie, les pays de l'ASEM, le Moyen-Orient, l'Afrique ainsi que l'Amérique centrale et du Sud soutiennent fortement nos politiques parce qu'elles permettront au Japon de contribuer plus encore à la paix et à la stabilité de la région et du monde.

■ **Les relations entre Pékin et Tokyo se sont tendues au cours des dernières années, en raison notamment de revendications territoriales et d'une forte rivalité régionale. Cette tension pourrait-elle mener à une véritable crise?**

Les relations entre le Japon et la Chine sont globalement sur la voie de l'amélioration. Lors des deux



Le Premier ministre Shinzo Abe: «Le peuple japonais se sent proche du Luxembourg.» (PHOTO: REUTERS)

entretiens que j'ai eus avec le président Xi Jinping, nous nous sommes accordés à améliorer nos relations en nous basant sur le concept de «relations stratégiques mutuellement bénéfiques». Lors d'un entretien début novembre avec le Premier ministre M. Li Ke-qiang, nous nous sommes, en outre, mis d'accord pour accélérer l'amélioration de nos relations.

tamment par des contestations à l'ordre de la loi et à l'intégrité territoriale.

■ **Qu'en est-il des litiges sur le plan maritime?**

Les actions unilatérales de la Chine en mer de Chine orientale, comme des travaux de remblai de grande envergure et progressant rapidement, sont une cause de souci pour la communauté internationale y compris le Japon. Un des principaux thèmes abordés lors du dernier Sommet de l'Asie de l'Est a été la situation en Mer de Chine méridionale. Le dégagement d'un solide consensus quant au fait que chaque pays doit toujours, en accord avec le droit public international, assumer la responsabilité de ses actes afin de protéger la paix et la sécurité maritime et ainsi assurer la liberté de navigation tout en s'abstenant d'engager des actions qui pourraient tendre les relations fut une grande avancée. Le Japon défend l'idée selon laquelle il est possible d'établir une relation de confiance entre des pays si ceux-ci respectent des règles communes tout en maintenant un dialogue continu.

Nous tenons à développer une relation stable et amicale avec notre voisin en envisageant une situation générale en concordance avec les attentes de la communauté internationale et ce par le biais d'un dialogue continu à de nombreux niveaux reposant toujours sur le concept des «relations stratégiques mutuellement bénéfiques».

« Mer de Chine: nous continuerons à adopter une attitude calme et ferme.»

■ **On parle cependant de violations territoriales de la part de la Chine...**

La Chine a, en mer de Chine orientale, pénétré de manière répétée dans nos eaux territoriales autour des îles Senkaku qui font partie intégrante et indiscutable du territoire japonais. La Chine a également, sans accord et à plusieurs reprises, exploité des ressources dans des zones de la mer de Chine orientale où la ligne de frontière n'est pas encore définie. Le Japon n'a, pour sa part, pas l'intention d'aggraver la situation et nous continuerons à adopter une attitude calme et ferme. Nous pensons aussi qu'il est important pour le Japon et l'Europe de répondre en étroite collaboration à des tentatives de changer de manière unilatérale le statu quo actuel no-